

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-86

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, sont ci-après dénommés "États membres faisant l'objet d'une dérogation".

2. Les dispositions de la Constitution mentionnées ci-après ne s'appliquent pas aux États membres faisant l'objet d'une dérogation:

~~a) — adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (article III-68, paragraphe 2)~~

~~a) b)~~ moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (article III-73, paragraphes 9 et 11)

~~b) e)~~ objectifs et missions du Système européen de banques centrales (article III-74, paragraphes 1, 2, 3 et 5)

~~c) d)~~ émission de l'euro (article III-75)

~~d) e)~~ actes de la Banque centrale européenne (article III-79)

~~e) f)~~ mesures relatives à l'usage de l'euro (article III-80)

~~f) g)~~ accords monétaires (article III-223)

~~h) — représentation extérieure de l'euro (article III-81)~~

~~g) i)~~ désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (article III-82, paragraphe 2, point b).

Par conséquent, aux articles visés ci-dessus, on entend par "États membres" les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.

3. Les statuts du Système européen de banques centrales prévoient à leur chapitre IX que les États membres faisant l'objet d'une dérogation et leurs banques centrales nationales sont exclues des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales.

4. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les mesures du Conseil :

- a) visées aux articles énumérés au paragraphe 2 ;
- b) relatives à l'adoption de la partie des grandes orientations des politiques économiques qui concerne la zone euro (article III-68 paragraphe 2) ;
- c) relatives à la surveillance multilatérale pour les Etats membres qui font partie de la zone euro (article III-68 paragraphe 4) ;
- d) relatives aux déficits excessifs des Etats membres qui font partie de la zone euro (article III-73 paragraphes 6, 7, 8 et 11) ;
- e) visant à mettre fin à une dérogation visée au paragraphe 2.

Dans ces cas, la majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Explication éventuelle :

L'article III-85 bis ne propose que des mesures additionnelles pour renforcer la capacité décisionnelle de la zone euro sur les déficits excessifs, les GOPE et la surveillance multilatérale. Ces dernières nous semblent insuffisantes. Il est donc proposé dans cet amendement d'élargir la liste des champs de vote restreint aux membre de la zone euro.